

La signature de la convention fiscale en mai

SUISSE-FRANCE. Pierre Moscovici a demandé aux services fiscaux français de lever les dernières réserves sur le nouvel accord sur les successions.

La Suisse et la France vont signer en mai une convention fiscale sur les successions. Cette convention doit remplacer un accord dénoncé l'an dernier par la France, a indiqué samedi à Washington le ministre français des Finances, Pierre Moscovici, qui a rencontré Eveline Widmer-Schlumpf.

«Nous sommes très proches d'un accord, j'ai demandé aux services fiscaux français (...) de lever les dernières réserves», a déclaré M. Moscovici. Il a rencontré la conseillère fédérale dans la capitale américaine en marge de l'assemblée de printemps du FMI et de la Banque mondiale (BM). Lors d'une conférence de presse, le ministre a précisé avoir invité Mme Widmer-Schlumpf à Paris au mois de mai pour la cérémonie de signature de cette convention d'imposition. Elle devra encore ensuite être ratifiée par les deux chambres de l'Assemblée fédérale.

La nouvelle convention prévoit que le droit applicable en matière de succession et d'héritage est celui du pays où réside le bénéficiaire, et non plus le pays où résidait le défunt. C'est l'inverse du système mis en place par l'actuelle convention, qui date de 1953. — (ats)

HERMÈS: Joseph Erard détenté à plus de 50%

La Montre Hermès, dont le siège est à Bienne, a acquis la majorité du fabricant jurassien Joseph Erard. Cette opération constitue une nouvelle étape de leur rapprochement. Hermès détenait 32,5% du capital de Joseph Erard depuis septembre 2011. La prise de participation chiffrée n'a pas été précisée et les termes de la transaction demeurent confidentiels. Le groupe explique que cette opération s'inscrit «dans la démarche continue de maîtrise de son savoir-faire horloger». — (ats)

FAILLITES: recul très marqué à Genève

Le nombre des faillites en Suisse a baissé de 2,7% au premier trimestre 2013 par rapport à la même période l'an passé, selon les statistiques publiées par la société de recouvrement des créances Creditreform. Leur nombre s'établit au total à 3360. Dans le détail, quelque 1748 entreprises ont mis la clé sous la porte, soit une hausse de 0,5% sur un an. Les faillites de personnes ont baissé de 6% pour s'établir à 1612. Dans le canton de Genève, le nombre de faillite de privés (196) a chuté de 20% lors du premier trimestre. Les Vaudois ont vu ce nombre baisser de 10,2% à 255 faillites. Berne est moins bien loti, avec une augmentation de 11,6%. Pour le seul mois de mars, les faillites des sociétés ont augmenté de 10,6%: on en dénombre 637. Le total des faillites de personnes a stagné, s'élevant comme en mars 2012 à 602.

Neuchâtel peut devenir un modèle

XAVIER COMTESSE. Le directeur romand d'Avenir Suisse donne ses solutions pour redynamiser l'économie de son canton d'origine.

Le canton de Neuchâtel élira son Conseil d'Etat dimanche prochain. Initialement prévues le 14 avril, les élections avaient été reportées suite au décès d'un candidat. Les 115 membres du Grand Conseil ont toutefois été élus à cette date. En revanche, situation politique inédite, le dépouillement des bulletins aura lieu en même temps, le 28 avril. C'est dans ce contexte particulier que le directeur romand d'Avenir Suisse, Xavier Comtesse donne un regard avisé et optimiste sur son canton d'origine. Une région jouissant à tort d'une image négative et qui pourtant, posséderait tous les atouts pour devenir un modèle pour la Suisse. Un changement de paradigme qui devra toutefois inévitablement passer par une mise en question de la stratégie fiscale. En revenant sur les récents dossiers du Transrun ou encore du carrefour Numa-Droz, Xavier Comtesse met également en évidence la mauvaise direction prise par les instances politiques et leur manque de vision totale en privilégiant ce type d'investissement au détriment de la valorisation de sa population estudiantine.

Quel regard portez-vous sur les élections neuchâteloises, notamment sur le fait que suite au décès d'un candidat, les résultats seront connus en même temps?

Il est étrange d'élire les conseillers d'Etat sans connaître les résultats du Grand Conseil. C'est une me-

sure qui n'est pas saine et domageable, car elle ne reflète pas la volonté du législateur. Le taux de participation extrêmement faible avoisinant les 32% pour l'élection au Grand Conseil, témoigne du désarroi de la population face au château. Quelque chose ne fonctionne plus. Nous l'avons observé avec la dernière législature qui fut catastrophique. Cette situation est d'autant plus grave que le canton est d'une richesse unique. L'environnement naturel est magnifique et préservé, l'économie va bien. À une époque où toute l'Europe se désindustrialise, Neuchâtel est une région industrielle par excellence. Un secteur employant plus de 40% de la population active du canton. On y trouve les usines parmi les plus modernes au monde. Le canton jouit pourtant d'une mauvaise image et l'on ressent un certain pessimisme ambiant alors qu'il suffirait de très peu de choses pour le valoriser. J'estime même que le canton pourrait devenir à terme un modèle en Suisse.

Quelles seraient donc les solutions à apporter?

Le cœur du problème réside dans la fiscalité. D'après les estimations, il manque environ 20.000 habitants dans le canton. La seule manière de faire venir ces gens, c'est de baisser les impôts. La moitié des travailleurs n'habitent pas dans la région, mais viennent s'établir à la lisière du canton. On l'observe

notamment avec l'agrandissement des villages vaudois limitrophes. Cette situation n'est plus tenable. Il faut absolument rapatrier ces exilés intérieurs fiscaux. Ce n'est pas un problème gauche/droite mais un manque de vision totale de la part des instances politiques. C'est le même cas de figure s'agissant des jeunes.

C'est-à-dire?

Il n'y a aucune stratégie visant à garder les jeunes étudiants sur Neuchâtel après leur sortie des hautes écoles de la région. Le canton est incapable de valoriser cette fontaine de jouvence. Pour ces étudiants, le fait de rester à Neuchâtel au terme de leurs études s'apparente souvent à un échec. Ils estiment que pour réussir, le seul moyen est de partir à Zurich ou dans la région lémanique. En voulant investir dans des projets comme le Transrun ou plus récemment dans le carrefour Numa-Droz, les politiques se trompent totalement de cible. Ce n'est pas le béton qui va renforcer le canton mais la matière grise. Il faut donner une impulsion forte, démontrant une volonté ferme de valoriser et de garder cette population primordiale pour le futur du canton.

Concrètement, par quels moyens?

Il y a une incroyable concentration étudiante dans la ville de Neuchâtel répartie entre la He-

Arc, l'Université ou encore bientôt l'EPFL avec la création de Micromacity. Il faudrait réunir toutes ces institutions sur un même territoire clos, un campus avec des frontières dessinées à même le sol. Un système basé en quelque sorte sur le modèle des universités américaines. On observe un peu les prémices de cette stratégie à Neuchâtel avec une volonté de rapprochement géographique entre les différentes écoles, or elle n'est de loin pas une priorité politique.

Les prochaines élections pourront-elles amener un changement à ce niveau?

Après avoir analysé les différents programmes politiques, on remarque qu'aucun parti ne propose une vision allant dans ce sens. Un peu comme si, dans le fonds, il n'existait aucun programme et que tout le monde se répétait sans cesse. L'objectif de cette nouvelle législature sera essentiellement de retrouver un environnement de travail plus calme que ce qu'elle a connu précédemment.

Vous évoquiez le projet du Transrun et du carrefour de Numa-Droz, deux projets refusés par la population. Ces types d'investissement ne sont-ils pas nécessaires pour l'avenir du canton?

S'agissant du Transrun ou tout autre projet visant à améliorer la mobilité entre les deux villes, c'est une aberration. Le 60% des utili-

sateurs seront des étudiants. L'ouvrier qui se rend à son travail dans l'une des deux villes prend sa voiture. Son rêve, c'est la BMW pas le train. L'apport économique de ce genre d'investissement est nul. C'est pareil pour de nombreuses dépenses liées à l'aménagement. Le projet du Transrun avait toutefois été accepté par les trois villes du canton, ce qui amène également à un constat: la fin d'un des mythes fondateurs du canton concernant la rivalité et les différences culturelles entre le Haut et le Bas. Il faut arrêter d'invoquer sans cesse ces clichés, de raconter les mêmes histoires qui n'existent plus. Les grandes familles bourgeoises, dignes héritières de la période prussienne ne sont plus au pouvoir. La crise horlogère est bien lointaine. Il faut maintenant que le canton se réinvente une nouvelle histoire autour de sa formidable activité industrielle moderne et diversifiée. Il doit enfin prendre conscience de sa richesse et saisir les opportunités qui se présentent à lui.

INTERVIEW
YOANN SCHENKER

«LES POLITIQUES SE TROMPENT TOTALEMENT DE CIBLE. CE N'EST PAS LE BÉTON QUI VA RENFORCER LE CANTON MAIS LA MATIÈRE GRISE.»

Le retournement sur l'échange automatique

ÉVASION FISCALE.

E. Widmer-Schlumpf plaide à Washington pour une réglementation globale.

La Suisse est prête à discuter de l'échange automatique d'informations en matière d'évasion fiscale, estime Eveline Widmer-Schlumpf. La conseillère fédérale a surtout plaidé pour une réglementation globale, lors de l'assemblée de printemps du FMI et de la Banque mondiale à Washington.

Les critiques contre la Suisse en matière d'évasion fiscale ont été réitérées samedi lors de l'assemblée de printemps des deux institutions et la veille lors de la réunion du G20 dans la capitale américaine. Elles ont aussi été confortées par un rapport de l'OCDE montrant que 14 pays, dont la Suisse, doivent encore modifier leur législation pour permettre un échange d'informations bancaires.

La Suisse a mis en route des solutions pour tous les points critiqués, a répondu Mme Widmer-Schlumpf lors d'une conférence de presse en marge de la réunion. Mais il est important de mettre en place des standards globaux et des règles équitables qui s'appliquent

aussi aux paradis fiscaux, aux places financières offshore et aux trusts.

La Suisse est d'accord, sous certaines conditions, de discuter de l'échange automatique d'informations, a ajouté la cheffe du Département fédéral des finances (DFF). Mais il faut aussi de la réciprocité, selon elle. Un Etat doit

L'ASB ne s'oppose plus

Patrick Odier, président de l'Association suisse des banquiers (ASB), ne veut plus s'opposer à l'échange automatique d'informations en matière d'évasion fiscale. Si ce principe devient un standard, «nous pourrions nous adapter», dit-il dans une interview à la *NZZ am Sonntag*. L'ASB n'acceptera l'échange automatique d'informations seulement si les choses changent vraiment globalement, au moins dans l'OCDE. L'OCDE est la meilleure plate-forme, selon M. Odier. La Suisse doit y être représentée par les meilleurs pour participer à l'élaboration du standard.

La Suisse doit aussi anticiper le dialogue avec l'Europe, poursuit le banquier genevois. La discussion devra principalement porter sur les avoirs anciens et l'élargissement de la fiscalité de l'épargne. Pour la problématique des avoirs non déclarés, Patrick Odier voit l'im-

être prêt à livrer les mêmes données que celles qu'il exige.

Le G20 veut généraliser l'échange automatique d'informations bancaires. Les pays seraient alors automatiquement informés dès qu'un de leurs ressortissants dépose de l'argent à l'étranger. Le système actuel se base sur un échange «à la demande». — (ats)

pôt libérateur comme la meilleure solution, notamment en garantissant l'impunité en cas de dénonciation spontanée. Pour l'ASB, il est important que les clients, qui n'ont pas enfreint le droit suisse, «ne se retrouvent pas à la rue sans protection». Dès que les comptes non déclarés seront assainis, on pourra plus ouvertement discuter des règles à venir. A terme, il ne pense pas que le secret bancaire disparaîtra.

Pour le président de l'ASB, le règlement du passé et l'adoption de nouvelles règles auxquelles tout le monde doit se soumettre doit permettre à la Suisse d'accéder au marché étranger. «Cette stratégie est partagée par le Conseil fédéral et le Secrétariat d'Etat aux questions financières internationales», a-t-il dit sur les ondes de la RTS, précisant avoir rencontré dernièrement cinq conseillers fédéraux. — (ats)

La sérénité de Johann Schneider-Ammann

LIBRE-ÉCHANGE.

Il estime que les branches économiques suisses sont prêtes à un éventuel accord entre l'UE et les Etats-Unis.

Un possible accord de libre-échange entre l'Union européenne (UE) et les Etats-Unis ne met pas la Suisse sous pression, selon le conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann. Les conditions-cadres pour l'économie suisse sont bonnes, estime le ministre de l'économie.

«Les branches économiques suisses sont prêtes» à cette éventualité, a affirmé samedi à Washington M. Schneider-Ammann dans un entretien accordé à l'ats. L'entrée en vigueur d'un tel accord représenterait un défi pour la Suisse. Il serait alors important qu'il ne présente pas d'inconvénients pour le pays, a expliqué le conseiller fédéral.

L'UE et les Etats-Unis discutent actuellement d'un accord qui faciliterait le commerce entre les deux espaces économiques. Le texte entrerait en vigueur au plus tôt en 2016.

La Suisse est favorable à une ouverture des marchés, a ajouté M. Schneider-Ammann. Il sera donc important de parvenir à des progrès significatifs en décembre à Bali, lors des prochains débats sur

une libéralisation du commerce international, dans le cadre du cycle de Doha, a-t-il indiqué.

Ces discussions, menées sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), sont au point mort en raison de divergences de vues sur l'industrie. Les intérêts des pays émergents font également débat.

Le conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann est à Washington à l'occasion de l'Assemblée de printemps du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale (BM).

Dans le cadre de ce déplacement, il a signé deux accords portant sur plus de 2,5 millions de dollars (2,3 millions de francs) pour des projets d'Etat à l'économie (SECO) samedi.

Ces deux initiatives, menées conjointement par la BM et la Société financière internationale (SFI), soutiennent la valorisation du capital naturel dans les pays en développement, a précisé le SECO. — (ats)

LE CONSEILLER FÉDÉRAL A SIGNÉ DEUX ACCORDS PORTANT SUR PLUS DE 2,5 MILLIONS DE DOLLARS POUR DES PROJETS DE LA BANQUE MONDIALE.